



**Textes
du 9^{ème} congrès national du SNUIPP-FSU
de Saint-Malo 2013**

Congrès du SNUIPP-FSU - St Malo 2013

EN GUISE D'INTRODUCTION

Chacun connaît le défi que doit relever notre système éducatif. Si plus de jeunes sont scolarisés plus longtemps, si le niveau moyen des élèves plus élevé et leurs compétences élargies, les inégalités perdurent.

Les choix politiques de ces dernières années ont relégué l'objectif de démocratisation scolaire à l'arrière-plan et contribué à une dégradation sociale sans précédent, laissant l'école en grande difficulté. De fait, notre école reste confrontée à un noyau dur d'élèves en difficulté. Les inégalités scolaires sont d'autant plus insoutenables qu'elles touchent socialement trop de jeunes pour la plupart d'origine populaire. Ces « laissés-pour-compte » deviennent alors plus vulnérables au chômage, à la précarité et aux exclusions.

Pour faire réussir tous les élèves, il faut donc d'abord s'attaquer à cette corrélation entre échec scolaire et origine sociale défavorisée. Notre ambition n'est pas de former des individus « adaptables » ou « employables » mais de permettre à tous les jeunes d'acquérir une culture commune exigeante et mobilisatrice, ouverte sur le monde, émancipatrice, à même de leur permettre de devenir des acteurs, maîtres de leur propre devenir, mais aussi des citoyens capables de peser collectivement sur les évolutions économiques, technologiques, culturelles et sociales dans une société plus juste, plus solidaire, plus démocratique. Plus que jamais, l'enjeu est de défendre un service public d'éducation nationale laïque et gratuit et de revendiquer sa transformation pour offrir à tous les jeunes une formation de haut niveau. L'éducation est un droit qui doit être garanti de la petite section de maternelle à 18 ans. Nous devons faire qu'aucun jeune ne sorte du système éducatif sans qualification tout en permettant au nombre de diplômés de l'enseignement supérieur de croître

Mais, seule, l'école ne fera pas tout. C'est pour cela que le SNUIPP-FSU estime nécessaire d'agir sur le terrain de la transformation sociale pour le renforcement des solidarités et la satisfaction des besoins par une autre répartition des richesses, pour lutter contre les inégalités et les discriminations qui touchent les familles dont nous scolarisons les enfants.

Le contexte de crise économique et financière qui perdure depuis plusieurs années, tant au niveau mondial qu'europpéen engendre des politiques d'austérité imposées par les différents gouvernements, y compris dans notre pays, et ne sont pas de nature à répondre aux besoins des populations, notamment des plus fragiles. Ces politiques freinent l'activité économique, aggravent le chômage, entravent la transition écologique, détériorent les conditions de travail des salariés et de vie des citoyens et mettent à mal les services publics et la protection sociale. A l'opposé de ces choix, des politiques basées sur la coopération, la solidarité et la démocratie, qui répondent aux besoins sociaux, économiques, écologiques et culturels des générations actuelles et futures sont d'une urgente nécessité pour la construction d'une société juste, égalitaire, respectueuse des libertés individuelles, des différences, des droits de tous et de chacun et soucieuse de l'environnement. De fait, Il est indispensable de mettre en œuvre des choix budgétaires qui permettent aux politiques publiques d'améliorer les conditions de vie pour tous en matière d'emploi, de logement, de santé, de culture. Notre pays a besoin de services publics de qualité accessibles aux populations sur tous les territoires. Ces politiques doivent contribuer à lutter contre les difficultés inégalités sociales et territoriales qui se concentrent sur les mêmes territoires et limiter combattre ainsi des phénomènes de ségrégations spatiales et d'entre soi qui se sont développés. La nécessité de développer les moyens des services publics est d'autant plus nécessaire que l'Ecole reste souvent le dernier service public digne de ce nom dans les endroits où se concentrent les difficultés sociales.

L'école a aussi ses propres responsabilités dans la bataille de la démocratisation. Après les années d'asphyxie budgétaire et de réformes contestées, sa transformation est plus que jamais indispensable. Une nouvelle loi d'orientation et de programmation pour l'école entrera en vigueur à la rentrée 2013. Plusieurs orientations vont dans le bon sens particulièrement en consacrant le retour de la formation professionnelle des enseignants et la priorité à l'école primaire avec notamment le « plus de maîtres que de classes », dispositif pour lequel le SNUIPP-FSU s'est beaucoup mobilisé. 54000 créations de postes dans l'éducation (public et privé), par redéploiement à l'intérieur de la Fonction Publique, sont prévues sur le prochain quinquennat, mais une programmation budgétaire plus ambitieuse encore est nécessaire. Et, la refondation de l'école ne sera véritable que si des réelles ruptures avec les politiques précédentes sont entamées. Celles-ci doivent se concrétiser dans les écoles par de vraies transformations du fonctionnement de l'école, des contenus, des pratiques et par une amélioration des conditions de vie professionnelle des enseignants au service de la réussite des élèves. D'autres aspects nécessiteront toute notre vigilance en terme notamment de respect des statuts des personnels et des structures ainsi que des missions

de chacun.

La réforme des rythmes scolaires actuellement insuffisamment préparée et financée est fortement contestée. Elle ne saurait être la recette magique pour améliorer les résultats de l'école. Pour être réussie, elle doit concilier réussite des élèves et amélioration des conditions de travail des enseignants. Pour cela, le décret doit être réécrit et la réforme reportée. La profession doit obligatoirement être consultée au plus près du terrain.

La réussite des élèves nécessite d'actionner d'autres leviers comme la baisse de nombre d'élèves par classe, la révision des programmes et des dispositifs d'évaluation des élèves, le développement du travail en équipe, le lien aux familles, la scolarisation des tout petits, le « plus de maîtres que de classes »... Cela doit permettre de repenser et adapter les modes d'organisation pédagogique aux besoins des élèves. Il faut aussi proposer des solutions pour combattre les inégalités territoriales entre les écoles (éducation prioritaire, ruralité, crédits...). Notre école a également besoin d'enseignants formés, reconnus et revalorisés. Nul doute que tout cela devra se concrétiser en construisant des rapports de force afin de peser sur les choix nécessaires en postes, en crédits nouveaux et en recrutement.

Ce projet pour l'école doit être défini et porté collectivement. Nous considérons que cela suppose d'ouvrir la réflexion à tous les niveaux, dans tous les domaines en adoptant une démarche ouverte. Nous sommes très attachés à proposer des confrontations, des débats, des initiatives communes à l'ensemble des organisations syndicales, mouvements pédagogiques, aux fédérations de parents d'élèves, associations lycéennes et étudiantes. Changer la donne en faveur de l'Education et de la formation des jeunes nécessite la construction de convergences et de rassemblements associant le plus grand nombre des acteurs.

Cette démarche syndicale combative privilégiant l'unité toujours la plus large possible et conjuguant propositions et actions reçoit l'adhésion de la profession. Ce qui parfois conduit le SNUIPP-FSU à prendre seul ses responsabilités lorsqu'il l'estime nécessaire. Aux élections professionnelles de 2011, le SNUIPP-FSU a poursuivi sa progression (48,1 % soit + 1 point) et renforcé sa première place dans le premier degré. Les personnels ont validé ainsi la volonté du SNUIPP-FSU de vouloir traiter l'ensemble des questions pédagogiques, revendicatives, administratives, de défense des personnels et de formation en lien avec l'évolution générale du système éducatif et de la société. Mais, rien n'est jamais définitivement gagné. La profession renouvelée à près de 50 % en 10 ans a besoin d'un syndicalisme qui réponde à ses préoccupations et qui les associe aux débats et prises de décisions. Nous devons poursuivre dans cette voie qui consiste à informer, débattre, interroger nos positions et proposer des modalités d'action construites avec les personnels. Il s'agit là d'un enjeu majeur pour continuer de construire un syndicalisme majoritaire de transformation sociale susceptible de mener de vastes mobilisations et de peser sur les rapports de force et les enjeux. C'est aussi une des clés pour développer la syndicalisation et travailler au renouvellement des équipes militantes, ainsi qu'à leur féminisation et leur rajeunissement.